



**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 25 FÉVRIER 2026
GEMEENTERAAD VAN 25 FEBRUARI 2026**

**NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA**

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

25.02.2026/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

25.02.2026/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 28 janvier 2026 ;
Approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 28 janvier 2026, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 28 januari 2026 ;
Goedkeuring.**

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 28 januari 2026. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

25.02.2026/A/0003 **DRU ; Service Mobilité ; Règlement pour le déploiement sur les voiries communales de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode d'un réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117, 119 et 135 ;
Vu le Règlement général de Police commun aux dix-neuf Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Considérant le cadre national et international pour le développement des bornes et infrastructures de recharge électrique pour les véhicules de transport ;
Considérant la volonté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de modifier en profondeur le parc automobile par la mise en place de zones basses-émissions et l'interdiction progressive pour les véhicules thermiques de circuler sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Considérant la volonté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de

promouvoir l'usage de véhicules électriques en déployant des bornes de recharge sur les voiries régionales et communales du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale 11.000 bornes d'ici 2035 ;

Considérant que la commune a la volonté de s'inscrire dans cette politique régionale ;
Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale se charge de mettre en concurrence des opérateurs en vue de désigner un concessionnaire pour se charger de la fourniture, l'installation et l'exploitation d'infrastructures de recharge accessibles au public pour véhicules électriques dans la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le présent Règlement a pour objectif de définir les règles générales qui s'appliquent ou auront vocation à s'appliquer aux opérateurs occupant privativement la voirie communale en vue de fournir, d'installer et d'exploiter des d'infrastructures de recharge accessibles au public pour véhicules électriques ; qu'il a également pour objectif de définir les obligations et responsabilités respectives des opérateurs et de la Commune dans le cadre de ces occupations privatives de la voirie communale ;

Considérant que le présent Règlement s'ajoute à la Réglementation qui s'applique aux bornes de rechargement pour voitures électriques sur voirie publique ; que cette réglementation applicable se compose, sans que cette liste ne soit limitative, de : la législation internationale, européenne, nationale et régionale applicable ; la/les concession(s) de service signé(s) entre la Région de Bruxelles-Capitale et/ou Sibelga et/ou tout opérateur désigné par la Région de Bruxelles-Capitale et/ou la Commune, avec un opérateur, concernant, entre autres, la fourniture, l'installation et l'exploitation d'infrastructures de recharge accessibles au public pour véhicules électriques, en ce compris les spécifications techniques, règlements de procédures et autres documents annexés auxdites concessions de service ; des Réglementations et autorisations devant être obtenues auprès de Sibelga ; la permission de voirie octroyée en application du présent Règlement ; les prescriptions techniques fixées par les services de la Commune ;

Considérant qu'il relève de la compétence du Collège des Bourgmestres et Echevins d'octroyer des permissions de voirie pour permettre à un opérateur qui respecte la Réglementation applicable d'occuper de façon temporaire, précaire et révocable les voiries communales aux fins d'installer et d'exploiter de bornes électriques ;

Considérant que le présent Règlement dépend en grande partie de la Réglementation applicable, et en particulier des concessions de services susvisées ; que la Réglementation applicable et en particulier les concessions de services ont vocation à être modifiées et/ou renouvelées selon l'évolution du marché des voitures électriques, selon que de nouveaux opérateurs soient désignés pour assurer le déploiement des bornes électriques sur le territoire de la commune, selon les avancées technologiques ou selon les modifications de l'environnement urbain ; que, partant, le présent Règlement a vocation à avoir une portée générale et abstraite, car il poursuit objectif de pouvoir s'appliquer sans faire de distinction selon l'identité du concessionnaire désigné pour déployer un réseau de bornes de recharge, ni, dans la mesure du possible, du type de technologie utilisé pour installer et exploiter les bornes de recharge ou de l'évolution de l'environnement dans lequel les bornes de recharge se déploient ; que, pour ces raisons, le présent Règlement fait régulièrement référence à la Réglementation applicable qui sera vraisemblablement adaptée suite à l'entrée en vigueur du présent Règlement;

Considérant que les permissions de voirie sont octroyées par le Collège des Bourgmestres et Echevins en vue de définir les modalités pratiques de l'occupation de la voirie communale par l'opérateur selon les spécificités propres à la demande; qu'il est en effet nécessaire que les permissions de voirie octroyées par le Collège des Bourgmestres et Echevins soient précisément adaptées à la demande introduite, en vue de les faire concorder avec la concession de service auxquels elles se rapportent, le concessionnaire auquel elles sont octroyées, et les évolutions qui concernent le

marché des bornes de recharge des voitures électriques ; considérant dès lors que la permission de voirie a vocation à avoir une portée particulièrement précise et individuelle ;

ARRÊTE CE QUI SUIVRAIT

Définitions

« Borne de recharge » : installation électrique ancrée dans le sol à laquelle un véhicule électrique peut être rechargé à vitesse de recharge normale ou accélérée (y inclut le matériel informatique physique contenant un ou plusieurs points de recharge), conformément aux exigences de la Règlementation applicable.

« Concession de service » : une concession de service signée entre un opérateur désigné conformément à la Règlementation applicable et la Commune et/ou la Région de Bruxelles-Capitale et/ou Sibelga / et ou tout opérateur désigné par la Région de Bruxelles-Capitale ayant pour objet, entre autres, la fourniture, l'installation et l'exploitation d'infrastructures de recharge accessibles au public pour véhicules électriques sur le territoire de la commune ou dans la Région de Bruxelles-Capitale, en ce compris les spécifications techniques, règlements de procédures et autres documents annexés à ladite concession de service.

« Courrier » : courrier écrit envoyé sous pli recommandé ou tout autre moyen de communication prévu par la Règlementation applicable.

« Demande » : une demande d'installation et d'exploitation d'une infrastructure de recharge accessible au public introduite auprès du gestionnaire de voirie communale par l'opérateur en vue d'occuper la voirie communale, conformément à la Règlementation applicable.

« Exploitation » : tous les travaux à charge de l'opérateur en vue de la fourniture des infrastructures de recharges accessibles au public qu'il a installées. L'exploitation inclut l'entretien (e.a. la maintenance technique périodique préventive et le nettoyage, y inclus l'enlèvement des graffitis), la réparation des infrastructures de recharge installées et mises en service ainsi que la perception et la redistribution éventuelle des sommes perçues dans le cadre du déploiement des bornes de recharge conformément à la Règlementation applicable.

« Gestionnaire de voirie » : Le département de la Rénovation Urbaine, plus précisément le service Mobilité

chargé, au sein de la commune, de recevoir les demandes de placement de bornes.

« Installation » : tous les travaux à charge de l'opérateur tels que prévus dans la Règlementation applicable, pouvant concerner la mise en service d'une infrastructure de recharge, y inclus ses éventuels déplacements ou enlèvements, ainsi que le traitement des demandes d'installation de bornes de recharge par le public.

« Opérateur » : la personne morale ayant conclu une concession de service avec la Commune et/ou la Région de Bruxelles-Capitale et/ou Sibelga et/ou tout opérateur désigné par la Région de Bruxelles-Capitale visant la fourniture, l'installation et/ou l'exploitation d'infrastructures de recharge accessibles au public pour véhicules électriques conformément à la Règlementation applicable.

« Règlement » : le présent règlement communal du 18/02/2026 pour le déploiement sur les voiries communales de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode d'un réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques

« Règlementation applicable » : La Règlementation applicable comprend, sans que cette liste ne soit limitative, les différentes dispositions légales, réglementaires, administratives ou conventionnelles, de toute nature, notamment fiscale, sociale, technique ou écologique, en vigueur au moment où le présent Règlement est consulté, dont :

- La législation internationale, nationale et régionale applicable en matière de rechargement des véhicules électriques par le biais de bornes de rechargement sur la voirie ;
- La loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession, la loi du 17 juin

2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, l'arrêté royal du 25 juin 2017 relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession

- La/les concessions de service que l'opérateur a signé avec la Commune et/ou la Région de Bruxelles-Capitale et/ou Sibelga et/ou tout opérateur désigné par la Région de Bruxelles-Capitale, qui concernent entre autres la fourniture, l'installation et l'exploitation d'infrastructures de recharge accessibles au public pour véhicules électriques, en ce compris les spécifications techniques, règlements de procédures et autres annexes ;
- Les dispositions établies par ou avec Sibelga en sa qualité le gestionnaire du réseau électrique, en ce compris les autorisations nécessaires devant être obtenues auprès de ce dernier;
- Le présent Règlement ;
- Tout autre Règlement communal applicable pouvant s'appliquer aux bornes et/ou d'infrastructures électriques pour le rechargement de véhicules électriques, en ce compris la réglementation urbanistique
- La permission de voirie octroyée en application du présent Règlement ;
- Les prescriptions techniques fixées par les services de la Commune.

« Sibelga » : la SCRL Sibelga, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité et de gaz pour les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

« Permission de voirie » : l'autorisation délivrée en application du présent Règlement par le Collège des Bourgmestres et Echevins à l'opérateur respectant la Réglementation applicable ;

« Utilisateur » : toute personne désireuse d'effectuer ou effectuant ou ayant effectué la recharge de sa voiture électrique au moyen d'une borne de recharge accessible au public placée par l'opérateur ;

« Véhicule électrique » : le véhicule à moteur complètement ou partiellement électrique ;

« Voirie communale » : l'espace public qui dépend de la Commune et qui est situé sur son territoire.

Article 1 – Objet

Le présent Règlement a pour objet de définir les modalités de l'occupation de la voirie communale par un opérateur spécialement désigné par les autorités compétentes pour déployer une ou plusieurs borne(s) de recharge et infrastructure(s) de recharges pour véhicules électriques.

Article 2 – Permission de voirie

§1. Toute occupation de la voirie communale visée par le présent Règlement doit être préalablement autorisée par le Collège des Bourgmestres et Echevins par le biais d'une permission de voirie octroyée discrétionnairement.

§2. Une permission de voirie ne peut être octroyée qu'aux opérateurs ayant conclu une concession de service conformément à la Réglementation applicable.

§3. Les demandes de permission de voirie doivent être introduites auprès du gestionnaire de voirie conformément à la procédure définie dans la Réglementation applicable.

Les demandes doivent répondre aux prescriptions consacrées dans la Réglementation applicable à peine d'irrecevabilité. Toutes les autorisations et permis nécessaires à l'installation de la borne doivent être obtenus auprès des autorités compétentes, en ce compris les permis d'urbanisme.

§4. La permission de voirie est consentie pour la durée prévue dans la Réglementation applicable.

§5. Toute permission de voirie est personnelle et incessible, sauf accord préalable, exprès et écrit de la Commune dans la permission de voirie.

Article 3 – Obligations de l'opérateur pour l'occupation de la voirie

§1. L'occupation de la voirie communale par l'opérateur doit se faire conformément à la Réglementation applicable.

§2. Minimum 20 jours ouvrables avant le début de son chantier d'installation, l'opérateur préviendra le gestionnaire de voirie et le service communal en charge des travaux publics du début de ses travaux.

§3. Les frais de fourniture, d'installation et d'exploitation des bornes et infrastructures de recharge sont à la charge exclusive de l'opérateur.

Il supporte les frais liés à la consommation d'électricité conformément à la Règlementation applicable.

§4. L'opérateur se charge de demander et d'obtenir les autorisations nécessaires pour le placement des bornes et infrastructures de recharge, notamment auprès de Sibelga, conformément à la Règlementation applicable.

§5. L'opérateur se conformera aux conditions générales d'intervention sur l'espace public du territoire de la Commune, notamment les prescriptions établies par les services techniques (état des lieux si nécessaire, vérification des raccordements à l'égout si nécessaire ...).

§6. L'opérateur garantit que les bornes et infrastructures de recharges sont en tout temps opérationnels et en parfait état de fonctionnement, conformément aux prescriptions de la Règlementation applicable. Il veillera notamment à effectuer l'entretien et la maintenance technique périodique et préventive des infrastructures de recharges.

§7. Lorsqu'une borne ou une infrastructure de recharge est défectueuse et complique au rend impossible son utilisation par les utilisateurs, l'opérateur s'engage à la réparer endéans les plus courts délais, nonobstant l'application de l'article 6§2 et §3 du présent Règlement. Si cela s'avère nécessaire, l'opérateur remplacera la borne ou l'infrastructure de recharge défectueuse.

L'opérateur prend également à sa charge de communiquer auprès des utilisateurs les délais endéans lesquels la borne ou l'infrastructure sera à nouveau opérationnelle, au moyen, par exemple, d'une affiche apposée sur la borne ou d'un avertissement à l'aide des moyens électroniques adéquats.

Aucune intervention de la Commune ne peut être exigée pour les réparations ou les remplacements effectués par l'opérateur, quelle que soit l'origine ou la cause de la défectuosité.

§8. L'opérateur veillera en tout temps à ce que l'infrastructure de recharge ne compromette pas la sécurité publique, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique.

L'opérateur doit notamment veiller, sans que cette liste ne soit limitative et nonobstant la Règlementation applicable, à ce que les bornes et infrastructures de recharges :

- n'obstruent pas le passage des véhicules de secours et des piétons ;
- n'affectent pas visibilité de la signalisation routière;
- ne compromettent pas l'accès ou la manœuvre d'une bouche d'incendie, d'une vanne du réseau de distribution d'eau ou d'un obturateur d'une canalisation de gaz, ainsi que l'accès et l'entretien des avaloirs ou de tout autre dispositif d'intérêt public ;
- soit maintenues en tout temps en parfait état de propreté, ce qui inclue le nettoyage de la borne et des alentours (y inclus l'enlèvement dans les plus brefs délais des tags et graffitis), de sorte qu'elles soient propres, complètes et opérationnelles, ainsi que la maintenance curative, c'est-à-dire le dépannage des infrastructures de recharge de sorte qu'elles soient disponibles en tout temps et permettant le service de recharge ;
- soient indiquées à l'aide de marquages conformément à la Règlementation applicable.

§9. Les zones de marquage au sol et les panneaux de signalisation verticale sont spécifiés dans la permission de voirie. Ils relèvent de la responsabilité de l'opérateur. Le marquage au sol et les panneaux de signalisation verticale doivent rester en permanence visibles et conformes aux prescriptions spécifiées dans la permission de

voirie durant toute la durée de la permission.

Conformément à la permission de voirie L'opérateur doit assurer, à ses frais, leur installation, leur entretien régulier et procéder à leur modification si les autorités communales l'exigent.

Pour les projets d'installation de bornes sur des emplacements dédiés au stationnement réservé (notamment de voitures partagées et pour personnes handicapées), l'opérateur ne doit pas prévoir de nouveaux marquages.

§10. Toute publicité sur l'infrastructure de recharge est interdite. Seules les mentions relatives au nom de l'opérateur et au(x) sponsor(s) sont autorisées conformément à la Règlementation applicable. Les dimensions des mentions de l'ensemble des sponsors doivent être inférieures à la dimension du logo de l'opérateur.

La Commune pourra demander à l'opérateur de distribuer un toute boîte d'information aux riverains de la rue quelques jours avant le début de son chantier d'installation.

§11. L'opérateur est tenu de payer les taxes, les redevances ou les rétributions à la Commune conformément à la Règlementation applicable.

Article 4 – Obligations de la Commune pour l'occupation de la voirie

§1. La Commune s'engage à analyser les demandes de permission de voirie.

§2. La Commune s'engage à effectuer les modifications nécessaires aux Règlements de circulation.

§3. La Commune s'engage, dans la mesure du possible, à prévenir l'opérateur en cas de suspension de l'accès et/ou de l'exploitation conformément à l'article 6§2 du présent Règlement.

§4. La Commune s'engage à entrer en dialogue avec l'opérateur dans les cas prévus à l'article 6, §4 et §5.

Article 6 - Modification, suspension, enlèvement et déplacement des infrastructures de recharge

§1. L'opérateur ne pourra apporter aucune modification aux infrastructures de recharge sans autorisation écrite et préalable de la Commune.

§2. L'accès et/ou l'exploitation des bornes de recharge électrique pourront être suspendus temporairement en cas de :

- travaux sur la voirie,
- manifestations publiques sur la voirie
- ou plus généralement, tout événement qui, par leur nature, leurs spécificités ou leur durée ne permettent pas un accès et une exploitation des bornes de recharge.

La Commune avertira l'opérateur avant tout événement (travaux, animations, etc.) empêchant l'exploitation ou l'accès à une infrastructure de recharge en précisant la durée prévue de ladite suspension.

§3. Si la Commune l'exige, notamment pour des raisons relatives à la sécurité, la salubrité, la sûreté publique, liés à l'aménagement du territoire ou en cas de travaux sur la voirie, l'opérateur enlèvera à ses frais et dans les plus brefs délais les bornes et infrastructures de recharges concernées et se chargera de les réinstaller soit sur une nouvelle localisation autorisée, soit au même endroit après achèvement des travaux. A défaut, l'opérateur sera mis en demeure de les enlever. Si les bornes et infrastructures de recharges ne sont pas enlevées suite à la mise en demeure et endéans les délais précisés dans cette dernière, la Commune les enlèvera aux frais de l'opérateur.

§4. L'opérateur ne pourra prétendre à une quelconque indemnité, frais ou dommages et intérêts dans le chef de la Commune, lorsque l'accès et/ou l'exploitation des bornes et infrastructures est modifié ou suspendu, ou lorsque les bornes et infrastructures sont enlevées et/ou déplacées en application du présent article. L'opérateur ne pourra pas non plus exiger que la Commune mette en place une solution temporaire permettant un accès ou une exploitation des bornes et infrastructures de recharges.

Par exception au précédent article, dans le cas où le nombre de demandes d'enlèvement, déplacement, suppression ou suspension de plus 6 mois d'usage d'une borne ou infrastructure de recharge reste, pour l'ensemble des permissions de voirie octroyées dans le cadre de la concession de bornes de recharge ouvertes au public sur

les voiries communales, inférieures ou égales à 15% du nombre total de bornes sur voirie dans le cadre de la concession de service, l'opérateur ne pourra réclamer aucuns frais, dommages et intérêts ou indemnité auprès de la Commune pour l'enlèvement, le déplacement, la suppression ou la suspension d'usage d'une borne ou infrastructure de recharge. Si ce nombre venait à être dépassé au cours de la concession de bornes de recharge ouvertes au public, l'opérateur pourrait demander à la Commune et au signataire de la concession de service qu'une négociation ait lieu en vue de fixer de commun accord une indemnité ayant pour objectif de partager les frais encourus. Les changements d'affectation dont il est question à l'alinéa suivant ne sont pas repris dans la comptabilisation des 15% dont question dans le présent alinéa. Ce nombre est porté à 20% lorsqu'il s'agit d'un changement d'affectation de la borne, à savoir que les bornes accessibles au public deviennent des bornes pour des véhicules partagées ou taxi ou autres, et vice versa, pendant la durée de la permission.

§5. En cas de suppression définitive d'une borne et/ou d'une infrastructure de recharge, la Commune s'engage à entrer en dialogue avec l'opérateur en vue de trouver un nouvel emplacement.

Article 7. Responsabilité et limitations de responsabilité

§1. L'opérateur doit être couvert par une assurance en responsabilité civile et par une assurance incendie de ses bornes et infrastructures de recharges. Il s'agit d'une condition suspensive à la permission de voirie.

§2. En cas de défectuosité ou de dégâts occasionnés à une borne ou infrastructure installée par l'opérateur, et pour autant que ces dégâts génèrent un danger pour les usagers de la voirie, l'opérateur est tenu d'y apposer une solution empêchant tout incident sans délai.

§3. L'opérateur veillera à ce que l'objet de sa borne ou de son infrastructure de recharge ne puisse ni nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique. Il est de sa responsabilité de vérifier qu'il dispose des assurances nécessaires.

L'opérateur engage sa responsabilité civile et professionnelle en tant que propriétaire, installateur et exploitant de ses bornes et infrastructures de recharge.

L'opérateur assumera seul la pleine responsabilité des dommages qui pourraient être causés à la Commune, pour quelque cause que ce soit, du fait de l'installation, de l'exploitation, à l'exclusion de la responsabilité exclusive des utilisateurs tiers.

§4. L'opérateur garantit par ailleurs la Commune de toute demande qui pourrait être formulée par des tiers et mettant en cause sa responsabilité, pour quelque cause que ce soit, pour des dommages causés du fait de l'installation, de l'exploitation, et/ou de l'enlèvement des bornes ou infrastructures.

Article 8 – Garantie de bonne exécution

§1. Pour couvrir les engagements contractés par l'opérateur envers la Commune, la Commune peut appeler en cas de manquement par l'opérateur au présent Règlement, à la première demande, la garantie de bonne exécution définie dans Règlementation applicable.

Article 9. Retrait de la permission de voirie

§1. La permission de voirie octroyée par le Collège des Bourgmestres et Echevins est par essence précaire et révocable, elle peut être retirée discrétionnairement et à tout moment.

§2. En cas de manquement par l'opérateur aux obligations que lui impose le présent Règlement ou la Règlementation applicable, la Commune mettra celui-ci en demeure par courrier de régulariser la situation dans un délai de 3 mois calendrier suivant le jour déterminé par la date de l'envoi de la mise en demeure.

Sans régularisation de l'opérateur dans le délai requis, la Commune peut immédiatement mettre un terme à la permission de voirie sans autre préavis.

Article 10 - Fin de la permission de voirie

§1. Au terme de la permission de voirie, l'opérateur est tenu d'enlever à ses frais,

risques et périls les bornes et infrastructures de recharge ainsi que tous leurs accessoires, et de restituer le domaine public dans son pristin état, ou, en accord avec la Commune, de préparer la reprise des emplacements et des installations par un nouvel opérateur.

La Commune et l'opérateur fixeront de commun accord le délai d'enlèvement, étant entendu qu'à défaut d'accord, toutes les infrastructures de recharge devront être enlevées dans un délai de trois mois suivant l'échéance de la permission de voirie, sauf disposition contraire dans la Réglementation applicable.

§2. Si l'opérateur ne procède pas à l'enlèvement des bornes et infrastructures de recharge dans le délai visé ci-dessus, la Commune se réserve le droit de procéder elle-même à l'enlèvement aux frais, risques et périls de l'opérateur après mise en demeure préalable par courrier recommandé.

Article 11 – Litige et droit applicable

§1. Les parties s'engagent à ce que toute difficulté d'application de la présente permission soit solutionnée à l'amiable, dans l'esprit du texte.

DRU; Dienst Mobiliteit; Reglement voor de installatie van een netwerk van oplaadpunten voor elektrische voertuigen op de gemeentelijke wegen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node.

De Raad,

Gezien de Nieuwe gemeentewet, en met name artikels 117, 119 en 135 daarvan;

Gezien het Algemeen Politie-reglement dat van kracht is in de negentien Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien het nationale en internationale kader voor de ontwikkeling van laadpalen en infrastructuur voor het elektrisch opladen van vervoermiddelen ;

Gezien de wens van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om het wagenpark grondig te wijzigen door de invoering van lage-emissiezones en de geleidelijke invoering van een verbod voor voertuigen met een verbrandingsmotor om te circuleren op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien de wens van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om het gebruik van elektrische voertuigen te bevorderen door de plaatsing van laadpalen op gewestwegen en gemeentewegen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en 11.000 laadpalen tegen 2035;

Gezien het feit dat de Gemeente wil deelnemen aan dit gewestelijke beleid;

Gezien het feit dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de concurrentie tussen de operatoren wil laten spelen met het oog op de aanstelling van een concessiehouder voor de levering, de installatie en de uitbating van publiekelijk toegankelijke oplaadinfrastructuur voor elektrische voertuigen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien het feit dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest daartoe een eerste dienstenconcessie heeft ondertekend met enerzijds PitPoint.EV BV en anderzijds PitPoint.BE SPRL, met als doel het leveren, installeren en uitbaten van publiekelijk toegankelijke oplaadinfrastructuren voor elektrische voertuigen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Concessiedocument nr. BMB/DS-DB/2017.1056) ;

Gezien het feit dat onderhavig Reglement tot doel heeft de algemene regels te bepalen die van toepassing zijn of zullen zijn op operatoren die de gemeentewegen privaat bezetten voor het leveren, installeren en uitbaten van publiekelijk toegankelijke oplaadinfrastructuur voor elektrische voertuigen; dat dit reglement ook tot doel heeft de respectieve verplichtingen en verantwoordelijkheden te bepalen van de operatoren en van de Gemeente in het kader van het privaat bezetten van de gemeenteweg;

Gezien het feit dat onderhavig Reglement een aanvulling is op de Regelgeving die van toepassing is op laadpalen voor elektrische auto's op de openbare weg; dat deze

toepasselijke regelgeving onder meer, maar niet uitsluitend, het volgende omvat: de toepasselijke internationale, Europese, nationale en gewestelijke wetgeving; de dienstenconcessie(s) ondertekend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en/of Sibelga en/of elke operator aangeduid door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en/of de Gemeente met een operator, voor, onder andere, de levering, de installatie en de uitbating van publiekelijk toegankelijke oplaadinfrastructuren voor elektrische voertuigen, met inbegrip van de technische specificaties, procedurevoorschriften en andere documenten in bijlage van voornoemde dienstenconcessies; de Regelgevingen en toelatingen die van Sibelga moeten worden verkregen; de wegvergunning verleend krachtens onderhavig Reglement; de technische voorschriften bepaald door de diensten van de Gemeente;

Gezien het feit dat het de bevoegdheid van het College van Burgemeesters en Schepenen is om wegvergunningen af te leveren aan een operator die de toepasselijke Regelgeving naleeft, en die deze laatste de toelating geven om de gemeentewegen tijdelijk, precair en herroepelijk te bezetten voor het plaatsen en uitbaten van elektrische laadpalen;

Gezien het feit dat onderhavig Reglement in grote mate afhangt van de toepasselijke Regelgeving, en in het bijzonder van de bovenvermelde dienstenconcessies ; dat de toepasselijke Regelgeving en in het bijzonder de dienstenconcessies kunnen wijzigen en/of vernieuwd worden naargelang de ontwikkeling op de markt van elektrische auto's, afhankelijk waarvan nieuwe operatoren aangeduid kunnen worden voor het uitrollen van elektrische laadpalen op het grondgebied van de gemeente, afhankelijk van de technologische vooruitgang of de wijzigingen in de stedelijke omgeving; dat onderhavig Reglement derhalve een algemene en abstracte draagwijdte heeft, aangezien het Reglement ernaar streeft van toepassing te zijn zonder onderscheid te maken naargelang de identiteit van de concessiehouder die is aangewezen om een netwerk van laadpalen uit te rollen, en evenmin, voor zover mogelijk, naargelang het type technologie dat wordt gebruikt om de laadpalen te installeren en uit te baten, of naargelang de evolutie van de omgeving waarin de laadpalen worden geïnstalleerd; dat, om die redenen, in onderhavig Reglement regelmatig wordt verwezen naar de toepasselijke Regelgeving, dewelke na inwerkingtreding van onderhavig Reglement waarschijnlijk zal worden aangepast;

Gezien het feit dat de wegvergunningen door het College van Burgemeesters en Schepenen worden verleend met het oog op het bepalen van de praktische modaliteiten voor het bezetten van de gemeenteweg door de operator overeenkomstig de specifieke kenmerken van de aanvraag; dat het inderdaad noodzakelijk is om de door het College van Burgemeesters en Schepenen verleende wegvergunningen precies af te stemmen op de ingediende aanvraag, teneinde ze in overeenstemming te brengen met de dienstenconcessie waarop ze betrekking hebben, met de concessiehouder aan wie ze worden verleend en met de ontwikkelingen op de markt van laadpalen voor elektrische auto's; gezien het feit dat de wegvergunning derhalve een bijzonder nauwkeurig en individueel toepassingsgebied moet hebben;

BESLIST HET VOLGENDE

Definities

“Laadpaal”: een in de grond verankerde elektrische installatie waarmee een elektrisch voertuig normaal of versneld kan worden opgeladen (inclusief de fysieke hardware die een of meer oplaadpunten bevat), conform de vereisten van de toepasselijke Regelgeving.

“Dienstenconcessie”: een concessie voor diensten ondertekend tussen een operator die conform de toepasselijke Regelgeving is aangeduid, en de Gemeente en/of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en/of Sibelga en/of elke door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aangewezen operator, met onder andere als doel het leveren, installeren en uitbaten van publiekelijk toegankelijke oplaadinfrastructuur voor

elektrische voertuigen op het grondgebied van de Gemeente of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met inbegrip van de technische specificaties, procedurereglementen, en andere documenten die aan deze dienstenconcessie zijn gehecht.

“Brief”: schrijven dat aangetekend is verzonden, of enig ander communicatiemiddel waarin de toepasselijke Regelgeving voorziet.

“Aanvraag”: een aanvraag die door de operator bij de gemeentelijke wegbeheerder is ingediend voor het plaatsen en uitbaten van publiekelijk toegankelijke laadinfrastructuur, met het oog op het bezetten van de gemeenteweg, overeenkomstig de toepasselijke Regelgeving.

“Uitbating”: al de werkzaamheden ten laste van de operator met het oog op het leveren van de door hem geïnstalleerde publiekelijk toegankelijke oplaadinfrastructuur. De uitbating omvat het onderhoud (bv. periodiek preventief technisch onderhoud en reiniging, met inbegrip van het verwijderen van graffiti), de herstelling van de geïnstalleerde en in werking gestelde oplaadinfrastructuur, alsmede de inning en eventuele herverdeling van de bedragen die worden geïnd in het kader van het uitrollen van de laadpalen overeenkomstig de toepasselijke Regelgeving.

“Wegbeheerder”: Het departement Stadsvernieuwing, meer bepaald de dienst Mobiliteit, binnen de gemeente belast met het ontvangen van aanvragen voor de plaatsing van laadpalen.

“Installatie”: alle werkzaamheden ten laste van de operator, zoals voorzien in de toepasselijke Regelgeving, die betrekking kunnen hebben op de indienststelling van oplaadinfrastructuur, met inbegrip van de eventuele verplaatsing of verwijdering daarvan, alsook de behandeling van aanvragen voor het installeren van laadpalen door het publiek.

“Operator”: de rechtspersoon die met de Gemeente en/of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en/of Sibelga en/of elke door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aangeduide operator een dienstenconcessie heeft gesloten voor de levering, de installatie en/of de uitbating van publiekelijk toegankelijke oplaadinfrastructuur voor elektrische voertuigen overeenkomstig de toepasselijke Regelgeving.

“Reglement”: het huidige gemeentereglement van 18/02/2026 voor het uitrollen, langs de gemeentewegen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node, van een netwerk van oplaadpunten voor elektrische voertuigen

“Toepasselijke Regelgeving”: De toepasselijke Regelgeving omvat, maar is niet beperkt tot, de diverse wettelijke, regelgevende, administratieve of conventionele bepalingen, van welke aard dan ook, maar met name van fiscale, sociale, technische of ecologische aard, die van kracht zijn op het moment dat het huidige Reglement wordt geraadpleegd, waaronder:

- De internationale, nationale en gewestelijke wetgeving die geldt voor het opladen van elektrische voertuigen met laadpalen langs de weg;
- De wet van 17 juni 2016 betreffende concessieovereenkomsten, de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, het koninklijk besluit van 25 juni 2017 betreffende de plaatsing en de algemene uitvoeringsregels van de concessieovereenkomsten
- De dienstenconcessie(s) die de operator heeft gesloten met de Gemeente en/of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en/of Sibelga en/of elke door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aangeduide operator, die onder meer betrekking hebben op de levering, de installatie en de uitbating van openbaar toegankelijke oplaadinfrastructuur voor elektrische voertuigen, met inbegrip van de technische specificaties, procedurevoorschriften en andere bijlagen ;
- De bepalingen opgesteld door of met Sibelga in diens hoedanigheid van beheerder van het elektriciteitsnet, met inbegrip van de nodige toelatings die van deze laatste moeten worden verkregen;
- Onderhavig Reglement;
- Elk ander toepasselijk Gemeentereglement dat van toepassing kan zijn op de

laadpalen en/of de elektrische infrastructuur voor het opladen van elektrische voertuigen, met inbegrip van stedenbouwkundige voorschriften;

- De krachtens dit Reglement verleende wegvergunningen;
- De technische voorschriften die door de diensten van de Gemeente zijn bepaald.

“Sibelga”: de CVBA Sibelga, de distributienetbeheerder voor elektriciteit en aardgas voor de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

“Wegvergunning”: de vergunning die op grond van dit Reglement door het College van Burgemeesters en Schepenen wordt afgegeven aan de operator die de toepasselijke Regelgeving naleeft;

“Gebruiker”: elke persoon die zijn of haar elektrische auto wil opladen, oplaadt of heeft opgeladen aan een publiekelijk toegankelijk laadpaal die door de operator werd geplaatst;

“Elektrisch voertuig”: een geheel of gedeeltelijk elektrisch voertuig;

“Gemeenteweg”: de openbare ruimte die afhangt van de Gemeente en die zich op haar grondgebied bevindt.

Artikel 1 – Doel

Onderhavig Reglement heeft als doel de modaliteiten te bepalen voor het bezetten van de gemeenteweg door een operator die speciaal door de bevoegde autoriteiten is aangeduid om een of meer laadpalen en oplaadinfrastructuur voor elektrische voertuigen te installeren.

Artikel 2 – Wegvergunning

§1. Elke bezetting van de gemeenteweg die bedoeld wordt door dit Reglement, moet vooraf door het College van Burgemeesters en Schepenen toegelaten worden door een wegvergunning die zij discretionair kunnen toekennen.

§2. Een wegvergunning mag alleen worden verleend aan operatoren die een dienstenconcessie hebben gesloten conform de toepasselijke Regelgeving.

§3. Aanvragen tot het verkrijgen van een wegvergunning moeten worden ingediend bij de wegbeheerder conform de procedure die is uiteengezet in de toepasselijke Regelgeving.

Aanvragen moeten voldoen aan de voorschriften van de toepasselijke Regelgeving, zoniet worden zij als onontvankelijk beschouwd. Alle toelatingen en vergunningen die noodzakelijk zijn voor de installatie van de laadpaal, met inbegrip van stedenbouwkundige vergunningen, moeten bij de bevoegde autoriteiten worden aangevraagd.

§4. De wegvergunning wordt toegekend voor de duur die is bepaald in de toepasselijke Regelgeving.

§5. Alle wegvergunningen zijn persoonlijk en niet overdraagbaar, tenzij de gemeente hiertoe vooraf haar uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming heeft gegeven in de wegvergunning.

Artikel 3 – Verplichtingen van de operator voor het bezetten van de weg

§1. Het bezetten van de gemeenteweg door de operator dient te gebeuren conform de toepasselijke Regelgeving.

§2. Ten minste 20 werkdagen vóór de opstart van de werf zal de operator de wegbeheerder en de dienst openbare werken van de Gemeente op de hoogte brengen van de aanvang van de werkzaamheden.

§3. De kosten voor het leveren, installeren en uitbaten van de laadpalen en de laadinfrastructuur zijn uitsluitend ten laste van de operator.

De operator draagt de kosten van het elektriciteitsverbruik, conform de toepasselijke Regelgeving.

§4. De operator is verantwoordelijk voor het aanvragen en verkrijgen van de nodige toelatingen voor de plaatsing van laadpalen en laadinfrastructuur, met name bij Sibelga, conform de toepasselijke Regelgeving.

§5. De operator dient zich te houden aan de algemene voorwaarden tot interventie in de publieke ruimte op het grondgebied van de Gemeente, en met name aan de voorschriften die zijn opgesteld door de technische diensten (plaatsbeschrijving indien

nodig, controle van de aansluitingen op het rioleringsnet indien nodig, enz.).

§6. De operator garandeert dat de laadpalen en de oplaadinfrastructuur te allen tijde functioneren en in perfecte staat verkeren, conform de voorschriften van de toepasselijke Regelgeving. De operator zal met name instaan voor het periodiek en preventief technisch onderhoud van de oplaadinfrastructuur.

§7. Wanneer een laadpaal of oplaadpunt defect is en dit het gebruik ervan door de gebruikers bemoeilijkt of onmogelijk maakt, verbindt de operator zich ertoe dit zo spoedig mogelijk te herstellen, niettegenstaande de toepassing van artikel 6§2 en §3 van onderhavig Reglement. Indien nodig vervangt de operator de defecte laadpaal of het defecte oplaadpunt.

De operator is eveneens verantwoordelijk voor het informeren van de gebruikers over de termijn waarbinnen de laadpaal of het oplaadpunt weer operationeel zal zijn, bijvoorbeeld door middel van een affiche aangebracht op de laadpaal of een waarschuwing verstuurd met de passende elektronische middelen.

Er kan geen tussenkomst van de Gemeente gevraagd worden voor herstellingen of vervangingen uitgevoerd door de operator, ongeacht de oorsprong of de oorzaak van het defect.

§8. De operator zorgt er te allen tijde voor dat de oplaadinfrastructuur geen gevaar oplevert voor de openbare veiligheid, de rust, de gezondheid of de openbare netheid.

De operator zal er met name op toezien, zonder dat deze lijst limitatief is en onverminderd de toepasselijke Regelgeving, dat de laadpalen en de oplaadinfrastructuur:

- de doorgang van voertuigen van hulpdiensten en voetgangers niet belemmeren;
- de zichtbaarheid van verkeersborden niet verhinderen;
- de toegang tot of het gebruik van een brandkraan, een klep van het waterdistributienet, of een afsluiter van een gasleiding niet hinderen. Ook de toegang tot en het onderhoud van straatkolken of andere voorzieningen van algemeen nut mogen niet gehinderd worden door de oplaadinfrastructuur;
- zich te allen tijde in perfecte staat bevinden op het vlak van reinheid. Dit houdt in dat de laadpaal en de omgeving ervan worden schoongemaakt (met inbegrip van het zo spoedig mogelijk verwijderen van markeringen en graffiti), zodat deze schoon, volledig en operationeel zijn. De operator staat eveneens in voor het curatieve onderhoud, m.a.w. de herstelling van de oplaadinfrastructuur, zodat deze te allen tijde beschikbaar is en de oplaaddienst verleend kan worden ;
- worden aangeduid door middel van markeringen overeenkomstig de toepasselijke Regelgeving .

§9. De zones met de grondmarkeringen en de verticale signalisatie worden gespecificeerd in de wegvergunning. Deze vallen onder de verantwoordelijkheid van de operator. De grondmarkeringen en verticale signalisatie moeten permanent zichtbaar blijven en conform de voorschriften van de wegvergunning zijn, en dit gedurende de volledige duurtijd van de vergunning .

Conform de wegvergunning moet de operator op eigen kosten instaan voor de plaatsing en het regelmatige onderhoud ervan, evenals voor het uitvoeren van aanpassingen hieraan indien de gemeentelijke overheden dit vragen.

Voor projecten waarbij laadpalen worden geplaatst op specifieke parkeerplaatsen (bv. parkeerplaatsen voor autodelen of mindervaliden) dient de operator geen nieuwe grondmarkeringen te voorzien.

§10. Elke vorm van reclame op de oplaadinfrastructuur is verboden. Alleen de naam van de operator en de sponsor(s) zijn toegestaan conform de toepasselijke Regelgeving. De afmetingen van de aanduidingen voor alle sponsors samen moeten kleiner zijn dan de afmetingen van het logo van de operator.

De Gemeente kan de operator vragen om enkele dagen voor het begin van de werkzaamheden een informatiebrochure te verspreiden bij de buurtbewoners in de straat.

§11. De operator is gehouden tot het betalen van de belastingen, heffingen of retributies aan de Gemeente overeenkomstig de toepasselijke Regelgeving.

Artikel 4 – Verplichtingen van de Gemeente voor het bezetten van de weg

§1. De Gemeente verbindt zich ertoe de aanvragen tot het verkrijgen van een wegvergunningen te analyseren.

§2. De Gemeente verbindt zich ertoe de nodige wijzigingen aan te brengen in het Verkeersreglement.

§3. De Gemeente verbindt zich ertoe, in de mate van het mogelijke, de operator op de hoogte te brengen in geval van schorsing van de toegang en/of de uitbating overeenkomstig artikel 6§2 van dit Reglement.

§4. De Gemeente verbindt zich ertoe in dialoog te treden met de operator in de gevallen zoals bedoeld in artikel 6, §4 en §5.

Artikel 6 - Wijziging, schorsing, verwijdering en verplaatsing van de oplaadinfrastructuur

§1. De operator mag geen wijzigingen aan de oplaadinfrastructuur aanbrengen zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de Gemeente.

§2. De toegang tot en/of de uitbating van de elektrische oplaadpunten kan tijdelijk worden geschorst in geval van:

- werken op de weg,
- openbare manifestaties op de weg,
- of, meer in het algemeen, elke gebeurtenis die door haar aard, bijzonderheid of duur de toegang tot en de uitbating van de oplaadpunten onmogelijk maakt.

De Gemeente brengt de operator op de hoogte van elke gebeurtenis (werken, evenementen, enz.) die de uitbating van of de toegang tot een oplaadinfrastructuur verhindert, met vermelding van de verwachte duur van die schorsing.

§3. Indien de Gemeente dit vraagt, met name om redenen die verband houden met de veiligheid, de gezondheid, de openbare veiligheid, de ruimtelijke ordening, of in geval van wegwerkzaamheden, zal de operator de infrastructuur in kwestie op eigen kosten en zo spoedig mogelijk verwijderen, en zal hij de infrastructuur opnieuw installeren, hetzij op een nieuw toegestane plaats, hetzij op dezelfde plaats na voltooiing van de werkzaamheden. Indien de operator dit niet doet, zal hij in gebreke worden gesteld en aangemaand worden om de laadpalen te verwijderen. Indien de laadpalen en de oplaadinfrastructuur na de ingebrekestelling en binnen de daarin gestelde termijnen niet worden verwijderd, zal de Gemeente deze verwijderen op kosten van de operator.

§4. De operator kan van de Gemeente geen vergoeding, kosten of schadevergoeding eisen wanneer de toegang tot en/of het gebruik van de laadpalen en oplaadinfrastructuur gewijzigd of geschorst wordt, of wanneer de laadpalen en oplaadinfrastructuur verwijderd en/of verplaatst worden krachtens dit artikel. Evenmin mag de operator van de Gemeente verlangen dat zij een tijdelijke oplossing voorziet die toegang tot of uitbating van de laadpalen en oplaadinfrastructuur mogelijk maakt.

In afwijking van het vorige artikel; indien het aantal aanvragen tot verwijdering, verplaatsing, afschaffing of schorsing van een laadpaal of oplaadpunt voor een periode langer dan 6 maanden, voor de totaliteit van de wegvergunningen toegekend in het kader van de concessie van publiekelijk toegankelijke laadpalen op de gemeentewegen van de Gemeente, minder blijft dan of gelijk is aan 15% van het totale aantal laadpalen op de weg in het kader van de dienstenconcessie, kan de operator geen kosten, schadevergoeding, interesten of compensatie eisen van de Gemeente voor de verwijdering, verplaatsing, afschaffing of schorsing van het gebruik van een laadpaal of oplaadpunt. Indien dit aantal tijdens de looptijd van de concessie van publiekelijk toegankelijke oplaadpalen wordt overschreden, kan de operator aan de Gemeente en de ondertekenaar van de dienstenconcessie vragen om onderhandelingen op te starten teneinde in onderling overleg een vergoeding te bepalen met als doel de opgelopen kosten te delen. Met wijzigingen van bestemming, waarvan sprake in het volgende lid, wordt geen rekening gehouden voor de berekening van de in onderhavig lid

vernoemde 15%.

Dit aantal zal 20% bedragen in geval van wijziging van bestemming van de laadpaal; namelijk dat publiekelijk toegankelijke laadpalen, tijdens de looptijd van de vergunning, laadpalen worden voor deelauto's of taxi's of andere voertuigen, en vice versa.

§5. In geval van definitieve verwijdering van een laadpaal en/of oplaadpunt, verbindt de Gemeente zich ertoe in dialoog te treden met de operator met het oog op het vinden van een nieuwe locatie.

Artikel 7. Aansprakelijkheid en beperking van aansprakelijkheid

§1. De operator moet voor zijn laadpalen en oplaadinfrastructuur gedekt zijn door een burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering en een brandverzekering. Dit is een opschortende voorwaarde voor de wegvergunning.

§2. In geval van defecten of schade aangebracht aan de door de operator geïnstalleerde apparatuur, en indien deze schade de weggebruikers in gevaar brengt, is de operator verplicht hier onverwijld een oplossing voor te vinden, teneinde elk incident uit te sluiten.

§3. De operator zorgt ervoor dat zijn laadpaal of oplaadinfrastructuur geen schade kan toebrengen aan anderen, en de openbare veiligheid, de rust, de gezondheid en de openbare netheid niet kan aantasten. Het is zijn verantwoordelijkheid om na te gaan of hij over de noodzakelijke verzekeringen beschikt.

De operator is burgerlijk en professioneel aansprakelijk als eigenaar, installateur en uitbater van zijn laadpalen en oplaadinfrastructuur.

De operator is als enige volledig aansprakelijk voor alle schade die, om welke reden dan ook, aan de Gemeente kan worden toegebracht als gevolg van de installatie en de uitbating, met uitzondering van schade waarvoor uitsluitend derde gebruikers aansprakelijk zijn.

§4. De operator vrijwaart de Gemeente ook tegen alle aanspraken van derden die, om welke reden dan ook, de aansprakelijkheid van de Gemeente inroepen voor schade die is veroorzaakt door de installatie, de uitbating en/of de verwijdering van de laadpalen of infrastructuur.

Artikel 8 – Uitvoeringswaarborg

§1. Om de engagementen te dekken die de operator ten overstaan van de Gemeente is aangegaan, kan de Gemeente, in geval van niet naleving van de operator van onderhavig Reglement op eerste verzoek, beroep doen op de uitvoeringswaarborg bepaald in de toepasselijke Regelgeving.

Artikel 9. Intrekking van de wegvergunning

§1. Aangezien de wegvergunning in wezen precair en herroepelijk is, kan deze vergunning discretionair en te allen tijde door het College van Burgemeesters en Schepenen worden ingetrokken.

§2. Indien de operator de verplichtingen niet nakomt die opgelegd worden door onderhavig Reglement of de toepasselijke Regelgeving, zal de Gemeente de operator per aangetekend schrijven in gebreke stellen en aanmanen om de situatie te regulariseren binnen een termijn van 3 kalendermaanden vanaf de dag die volgt op het versturen van de ingebrekestelling.

Indien de operator de situatie niet binnen de gestelde termijn regulariseert, kan de Gemeente de wegvergunning zonder verdere kennisgeving onmiddellijk intrekken.

Artikel 10 - Einde van de vergunning

§1. Na afloop van deze vergunning is de operator verplicht de oplaadinfrastructuur met alle toebehoren op eigen kosten en risico te verwijderen en het openbaar domein in zijn oorspronkelijke staat terug te brengen, of, in overleg met de Gemeente, de overname van de locatie en installaties door een nieuwe operator voor te bereiden.

De Gemeente en de operator bepalen in onderling overleg de termijn voor de verwijdering, met dien verstande dat indien er geen akkoord wordt gevonden alle oplaadinfrastructuur binnen de drie maanden na het verstrijken van de vergunning

moet zijn verwijderd, tenzij anders bepaald in de toepasselijke Regelgeving.

§2. Indien de operator de laadpalen en oplaadinfrastructuur niet binnen de bovenvermelde termijn verwijderd, heeft de Gemeente het recht deze zelf te verwijderen op kosten en risico van de operator na het versturen van een voorafgaande ingebrekestelling per aangetekende brief.

Artikel 11 – Geschil en toepasselijk recht

§1. De partijen verbinden zich ertoe eventuele moeilijkheden bij de toepassing van deze vergunning in der minne en in de geest van deze tekst te regelen .

25.02.2026/A/0004

Département Rénovation Urbaine ; Cellule Mobilité ; Approbation de la Convention entre Sibelga et la commune de Saint-Josse-ten-Noode (gestionnaire de voirie) mettant en œuvre le tarif rotation des bornes de recharge électrique

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 et 135 ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la

Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la

transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la

Tutelle administrative et ses modifications ultérieures ;

Vu le Règlement pour le déploiement sur les voiries communales de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode d'un réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques approuvé par le Conseil Communal du 25 février 2026 ;

Considérant la volonté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de promouvoir l'usage de véhicules électriques en déployant des bornes de recharge sur les voiries régionales et communales du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale 11.000 bornes d'ici 2035 ;

Considérant que la commune a la volonté de s'inscrire dans cette politique régionale ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale se charge de mettre en concurrence des opérateurs en vue de désigner un concessionnaire pour se charger de la fourniture, l'installation et l'exploitation d'infrastructures de recharge accessibles au public pour véhicules électriques dans la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le projet de Convention entre Sibelga et la commune de Saint-Josse-ten-Noode (gestionnaire de voirie) mettant en œuvre le tarif de rotation en annexe ;

Considérant que le projet de Convention a pour objectif de fixer les modalités de la rétrocession, par Sibelga, du tarif de rotation au gestionnaire de voirie ;

Considérant que la finalité du tarif de rotation est d'optimiser l'usage des bornes de recharge en décourageant d'une part les voitures ventouses qui ne libèrent pas l'emplacement quand la charge est terminée et d'autre part les chargements de faible puissance qui allongent au maximum le temps de charge et permettent de contourner le tarif de stationnement ;

Considérant qu'il s'agit donc aussi d'optimiser le déploiement des bornes de recharge en voirie en maximisant leur usage et en évitant de la sorte une pression plus importante sur la parking;

Considérant que le système s'organise autour d'une part d'une convention entre Sibelga et les opérateurs qui fixe les conditions de versement du tarif de rotation vers Sibelga et d'autre part d'une convention entre Sibelga et chacune des communes qui fixe les conditions de rétrocession du tarif de rotation vers les communes;

Considérant que Sibelga centralise les recettes du tarif de rotation et les redistribue

ensuite au prorata aux communes et à la Région en tant que gestionnaires de voirie;
Considérant que ce mécanisme évite que chaque commune n'ait à signer une convention avec chaque opérateur présent sur son territoire;
Considérant que le même tarif s'appliquera sur l'ensemble du territoire ;

Décide :

- D'approuver la convention entre Sibelga et la commune de Saint-Josse-ten-Noode (gestionnaire de voirie) mettant en œuvre le tarif de rotation ;
- De charger le Bourgmestre et le Secrétaire communal à réaliser, au nom du Collège des Bourgmestre et Echevins, l'ensemble des actes s'y rapportant dont, et de manière non limitative, la signature de la convention;

Dienst Stadsvernieuwing ; Cel Mobiliteit ; Goedkeuring van de Overeenkomst tussen Sibelga en de gemeente Sint-Joost-ten-Node (wegbeheerder) tot uitvoering van het rotatietarief van elektrische oplaadpunten

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135 ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen ;

Gelet op het Reglement voor de invoering van een netwerk van oplaadpunten voor elektrische voertuigen op gemeentewegen van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node goedgekeurd door de Gemeenteraad van 25 februari 2026 ;

Overwegende dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering het gebruik van elektrische voertuigen wenst te bevorderen door oplaadpunten te installeren op de gewestelijke en gemeentelijke wegen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met een doelstelling van 11.000 oplaadpunten tegen 2035 ;

Overwegende dat de gemeente zich wil aansluiten bij dit gewestelijk beleid ;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zich belast met het organiseren van een aanbesteding om een concessiehouder aan te duiden die instaat voor de levering, installatie en uitbating van publiek toegankelijke laadpunten voor elektrische voertuigen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het ontwerp van Overeenkomst tussen Sibelga en de gemeente Sint-Joost-ten-Node (wegbeheerder) tot uitvoering van het rotatietarief in de bijlage ;

Overwegende dat het ontwerp van Overeenkomst tot doel heeft de voorwaarden vast te stellen voor de retrocessie door Sibelga van het rotatietarief aan de wegbeheerder ;

Overwegende dat het doel van het rotatietarief is om het gebruik van de oplaadpunten te optimaliseren door enerzijds auto's te ontmoedigen die na het opladen de parkeerplaats niet vrijmaken en anderzijds te beperken dat voertuigen met een laag vermogen de oplaadtijd zo lang mogelijk maken om zo het parkeertarief te omzeilen ;

Overwegende dat het dus eveneens gaat om het optimaliseren van de inzet van laadpunten op de openbare weg door het gebruik ervan te maximaliseren en zo een grotere druk op de parkeergelegenheid te vermijden;

Overwegende dat het systeem enerzijds is gebaseerd op een overeenkomst tussen Sibelga en de operatoren, waarin de voorwaarden voor de betaling van het rotatietarief aan Sibelga zijn vastgelegd, en anderzijds op een overeenkomst tussen Sibelga en elk van de gemeenten, waarin de voorwaarden voor de retrocessie van het rotatietarief aan de gemeenten zijn vastgelegd ;

Overwegende dat Sibelga de inkomsten uit het rotatietarief centraliseert en vervolgens pro rata herverdeelt onder de gemeenten en het Gewest als wegbeheerders ;
Overwegende dat dit mechanisme vermijdt dat elke gemeente een overeenkomst moet sluiten met elke operator die op haar grondgebied aanwezig is ;
Overwegende dat hetzelfde tarief op het hele grondgebied van toepassing zal zijn ;

Besluit :

- de overeenkomst tussen Sibelga en de gemeente Sint-Joost-ten-Node (wegbeheerder) tot uitvoering van het rotatietarief goed te keuren ;
- de Burgemeester en de Gemeentesecretaresse te belasten met de uitvoering, namens het College van Burgemeester en Schepenen, van alle bijbehorende handelingen, waaronder, maar niet beperkt tot, de ondertekening van de overeenkomst ;

25.02.2026/A/0005 **Service Rénovation Urbaine ; Politique de soutien à la mise en œuvre des Contrats de rénovation urbaine ; Approbation de l'avenant à la convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et fixation des modalités de subvention pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026.**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil du 17 décembre 2025 relative à l'approbation de la convention '*Politique de soutien à la mise en œuvre des contrats de rénovation urbaine*' et à la fixation des modalités de subvention pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 décembre 2025 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 décembre 2025 modifiant l'arrêté du 16 mai 2025 et octroyant à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode une subvention de 29.005,00 € relative à la coordination des politiques de revitalisations des quartiers ;

Considérant que cet arrêté modifie les conditions financières et la durée de la subvention et étend la période couverte du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026 ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale a transmis un avenant à la convention afin d'adapter celle-ci aux nouvelles dispositions de l'arrêté du 11 décembre 2025 ;

Considérant que cet avenant précise notamment :

- le nouveau montant de la subvention accordée à la Commune, soit 29.005,00 € ;
- la période de validité de la convention, du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026 ;
- les modalités de liquidation, prévoyant une liquidation en une tranche en 2026 du subside complémentaire sur base de justificatifs ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

1. D'approuver l'avenant à la convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode relatif à la politique de soutien à la mise en œuvre des contrats de rénovation urbaine pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 mars 2026, octroyant une subvention d'un montant de 29.005,00

€ ;

2. De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et la Secrétaire communale, de signer l'avenant précité et de procéder à toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente décision, notamment l'introduction des déclarations de créance.

Dienst Stadsvernieuwing ; Ondersteuningsbeleid voor de uitvoering van de stadsvernieuwingscontracten ; Goedkeuring van het aanhangsel bij de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node en vaststelling van de subsidievoorwaarden voor de periode van 1 april 2025 tot 31 maart 2026.

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Raad van 17 december 2025 betreffende de goedkeuring van de overeenkomst "*Ondersteuningsbeleid voor de uitvoering van de stadsvernieuwingscontracten*" en de vaststelling van de subsidievoorwaarden voor de periode van 1 april 2025 tot 31 december 2025 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 december 2025 tot wijziging van het besluit van 16 mei 2025 en tot toekenning van een subsidie van 29.005,00 € aan de Gemeente Sint-Joost-ten-Node voor de coördinatie van het beleid inzake de revitalisering van wijken ;

Overwegende dat dit besluit de financiële voorwaarden en de duur van de subsidie wijzigt en de gedekte periode verlengt van 1 april 2025 tot 31 maart 2026 ;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een aanhangsel bij de overeenkomst heeft overgemaakt om deze aan te passen aan de nieuwe bepalingen van het besluit van 11 december 2025 ;

Overwegende dat dit aanhangsel met name het volgende bepaalt :

- het nieuwe bedrag van de subsidie toegekend aan de gemeente, namelijk 29.005,00€;
- de geldigheidsduur van de overeenkomst, van 1 april 2025 tot 31 maart 2026 ;
- de modaliteiten voor de uitbetaling, waarbij een uitbetaling in één schijf wordt voorzien in 2026 op basis van bewijsstukken ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist :

1. de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Sint-Joost-ten-Node betreffende het Ondersteuningsbeleid voor de uitvoering van de stadsvernieuwingscontracten voor de periode van 1 april 2025 tot 31 maart 2026 goed te keuren, waarbij een subsidie van 29.005,00 € wordt toegekend ;
2. het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaresse, te belasten met de ondertekening van bovengenoemd aanhangsel en met het nemen van alle nodige maatregelen voor de uitvoering van dit besluit, met name het indienen van de schuldvorderingen.

Le Conseil,

Vu l'article 120 § 2 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 mai 2005 portant création des statuts de la Régie communale autonome, modifiés par la délibération du 14 septembre 2022 ;

Considérant la Régie communale autonome de Saint-Josse-ten-Noode inscrite à la BCE sous le numéro 0885.385.118 et dont le siège social est établi au 13, avenue de l'Astronomie à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Vu l'article 8 § 3 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Considérant que l'article 8 § 3 dispose que le Conseil communal désigne les membres du conseil d'administration de la régie communale autonome conformément aux modalités fixées par les statuts ;

Considérant l'installation du nouveau Conseil communal en date du 7 avril 2025 ;

Vu la décision du 28 avril 2025 par laquelle le Conseil communal désigne les représentants au sein du Conseil d'administration de la Régie communale autonome, parmi lesquels M. DOAT Christian ;

Vu l'article 8, §5 de l'ordonnance précitée, lequel prévoit que « les désignations des membres du conseil d'administration peuvent être, à tout moment, révoquées par le conseil communal (...) » ;

Considérant qu'il y a lieu de considérer les limites de la présidence et d'agir afin de préserver les intérêts légitimes de la Régie communale autonome ;

Considérant qu'il convient donc pour le Conseil communal de révoquer M. Christian DOAT et le remplacer par un autre administrateur ;

Vu l'article 12, alinéa 5, des statuts de la RCA, les membres du conseil d'administration de la Régie communale autonome de Saint-Josse-ten-Noode qui ne sont pas des conseillers communaux sont présentés par le Collège des Bourgmestres et Echevins ;

Considérant que M. Luc FREMAL n'est pas conseiller communal, mais qu'en vertu de son expérience en matière de présidence, la présentation d'un tel candidat au poste d'administrateur serait bénéfique pour la Régie communale autonome ;

Considérant qu'il appartient dès lors au Conseil communal de révoquer M. Christian DOAT et le remplacer en désignant un nouvel administrateur ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

Art. 1 : de mettre fin au mandat au sein de la Régie communale autonome de l'administrateur M. Christian DOAT, Président, à dater de ce jour et de le remercier pour ses services ;

Art. 2 : de désigner M. Luc FREMAL, présenté par le Collège des Bourgmestre et Echevins, comme nouvel administrateur de la Régie communale autonome à dater de ce jour ;

Art. 3 : de laisser le choix au conseil d'administration de la Régie communale autonome de désigner un nouveau Président, qui ne sera pas issu du groupe des conseillers communaux élus, conformément à l'article 13 des statuts de la Régie communale autonome.

Autonome gemeentelijke regie ; afzetting van een bestuurder en benoeming van een bestuurder.- uitstel van 10/02/2026

De Raad,

Gelet op artikel 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 mei 2005 tot vaststelling van de statuten van de Autonome gemeentelijke regie, gewijzigd bij de beraadslaging van 14 september 2022 ;

Overwegende dat de Autonome gemeentelijke regie van Sint-Joost-ten-Node ingeschreven is in de KBO onder nummer 0885.385.118 en haar maatschappelijke zetel gevestigd is Sterrenkundelaan 13 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Gelet op artikel 8, § 3, van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Overwegende dat artikel 8, § 3, bepaalt dat de Gemeenteraad de leden van de Raad van bestuur van de Autonome gemeentelijke regie benoemt overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld in de statuten;

Overwegende de installatie van de nieuwe Gemeenteraad op 7 april 2025 ;

Gelet op het besluit van 28 april 2025 waarbij de Gemeenteraad de vertegenwoordigers in de Raad van bestuur van de Autonome gemeentelijke regie benoemt, waaronder Dhr. DOAT Christian ;

Gelet op artikel 8, §5 van bovengenoemde ordonnantie, waarin wordt bepaald dat “de benoemingen van de leden van de Raad van bestuur te allen tijde door de Gemeenteraad kunnen worden herroepen (...) ;”

Overwegende dat rekening dient te worden gehouden met de beperkingen van het voorzitterschap en dat maatregelen moeten worden genomen om de legitieme belangen van de Autonome gemeentelijke Regie te beschermen ;

Overwegende dat derhalve de Gemeenteraad Dhr. Christian DOAT dient af te zetten en te vervangen door een andere bestuurder ;

Gelet op artikel 12, lid 5, van de statuten van de AGR, worden de leden van de Raad van bestuur van de Autonome gemeentelijke regie van Sint-Joost-ten-Node die geen gemeenteraadslid zijn, voorgedragen door het College van Burgemeester en Schepenen ;

Overwegende dat Dhr. Luc FREMAL geen gemeenteraadslid is, maar dat het, gelet op zijn ervaring met het voorzitterschap, voor de Autonome gemeentelijke regie gunstig zou zijn om een dergelijke kandidaat voor te dragen voor de functie van bestuurder ;

Overwegende dat het bijgevolg aan de Gemeenteraad is om Dhr. Christian DOAT af te zetten en te vervangen door een nieuwe bestuurder te benoemen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

Art. 1: het mandaat binnen de Autonome gemeentelijke regie van de bestuurder Dhr. Christian DOAT, Voorzitter, vanaf heden te beëindigen en hem te bedanken voor zijn diensten ;

Art. 2: Dhr. Luc FREMAL, voorgedragen door het College van Burgemeester en Schepenen, te benoemen als nieuwe bestuurder van de Autonome gemeentelijke regie vanaf heden ;

Art. 3: de keuze aan de Raad van bestuur van de Autonome gemeentelijke regie over te laten om een nieuwe Voorzitter te benoemen, die niet behoort tot de groep van verkozen gemeenteraadsliden, overeenkomstig artikel 13 van de statuten van de Autonome Gemeentelijke Regie.

25.02.2026/A/0007 **Bien immeuble sis place Quetelet, 2 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ; décision d’aliénation définitive.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 135 ;
Vu la Circulaire relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles du 22 décembre 2015 ;
Vu le Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019, tel que modifié le 22 octobre 2025 ;
Considérant que la Commune est propriétaire du bien sis place Quetelet, 2 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;
Considérant que ce bien a une surface approximative de 686m² ; que la destination du bien est un établissement scolaire ;
Considérant que le bien est cadastré à la rubrique 1ère division, section 21014 A 0504/00M010 P ;
Considérant la situation financière de la Commune, dont sa difficulté à faire face aux dépenses de fonctionnement et d'entretien du patrimoine locatif ;
Considérant la nécessité pour la commune de mettre en place un programme de rationalisation du patrimoine précité ;
Considérant que la Commune souhaite vendre ce bien ;
Considérant la demande d'estimation de la commune adressée au Comité d'acquisition de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 20/10/2025 ;
Considérant le rapport d'estimation du Comité d'acquisition de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 janvier 2026, lequel estime la valeur vénale du bien dont question en vente libre à 755.000 € ;
Considérant qu'une estimation n'est valable qu'une année ;
Considérant que la Commune peut éventuellement fixer un prix de vente supérieur ou inférieur ;
Considérant qu'en l'espèce, la Commune se réfère à la valeur vénale du bien, telle qu'estimée par le Comité d'acquisition de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Considérant par conséquent qu'il y a lieu de fixer le prix de vente minimum à 755.000 euros ;
Considérant que la recette sera perçue à l'article 1240/761-60/ - /5 du budget extraordinaire ;
Considérant que le bien doit faire l'objet de mesures de publicité dans un délai de 30 jours, lequel est déterminé par le Conseil ;
Que néanmoins ce délai sera adapté conformément à la procédure de la plateforme notariale BIDDIT si le Collège des Bourgmestre et Echevins décide de recourir à ladite plateforme ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

- De prendre pour décision définitive d'aliéner le bien immeuble sis place Quetelet, 2 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, cadastré à Saint-Josse-ten-Noode, 1ère division, section 21014 A 0504/00M010 P , pour un prix établi à partir de 755.000 euros, sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle afférente à la présente décision.
- De fixer le délai de 30 jours suivant lequel le bien doit être soumis aux mesures de publicité reprises à l'article 5 du Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019, tel que modifié le 22 octobre 2025, à partir du 01/04/2026. Si le Collège décide de recourir à la plateforme notariale en ligne BIDDIT pour la mise en vente dudit bien, conformément à l'article 15 du Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019, tel que modifié le 22 octobre 2025, ce délai sera adapté conformément à la procédure de la plateforme BIDDIT.
- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et la Secrétaire communale, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente aliénation dont, et de manière non exhaustive, la signature de l'éventuel compromis de vente et l'acte de vente à intervenir.

**Betreft : Onroerend goed gelegen Queteletplein 2 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;
beslissing tot definitieve vervreemding.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135 ;

Gelet op de Omzendbrief betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten met betrekking tot de onroerende goederen van 22 december 2015 ;

Gelet op het Reglement van onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019, zoals gewijzigd op 22 oktober 2025 ;

Overwegende dat de Gemeente eigenaar is van het goed gelegen Queteletplein 2 te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;

Overwegende dat de oppervlakte van dit goed ongeveer 686 m² bedraagt, dat het goed bestemd is als schoolgebouw ;

Overwegende dat het onroerend goed is gekadastraerd onder rubriek 1ste afdeling, sectie 21014 A 0504/00M010 P ;

Overwegende de financiële situatie van de Gemeente, waaronder haar moeilijkheid om de werkings- en onderhoudsuitgaven van het huurpatrimonium het hoofd te bieden ;

Overwegende de noodzaak voor de Gemeente om een programma tot stand te brengen voor de rationalisering van het voornoemde patrimonium ;

Overwegende dat de Gemeente dit goed wenst te verkopen ;

Overwegende het verzoek om een schatting van de gemeente dat werd verzonden naar het Aankoopcomité van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 20/10/2025 ;

Overwegende het schattingsverslag van het Aankoopcomité van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 januari 2026, waarin de verkoopwaarde van het betreffende onroerend goed in vrije verkoop wordt geraamd op 755.000 € ;

Overwegende dat een schatting slechts één jaar geldig is ;

Overwegende dat de Gemeente eventueel een hogere of lagere verkoopprijs kan vaststellen ;

Overwegende dat de Gemeente zich in voorkomend geval baseert op de verkoopwaarde van het goed, zoals geraamd door het Aankoopcomité van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat bijgevolg de minimale verkoopprijs dient te worden vastgesteld op 755.000 euro ;

Overwegende dat de inkomsten zullen worden geboekt op artikel 1240/761-60/-/33 van de buitengewone begroting 2026 ;

Overwegende dat het goed het voorwerp dient uit te maken van regelen van openbaarmaking binnen een door de Raad vastgestelde termijn van 30 dagen;

Dat deze termijn echter zal worden aangepast overeenkomstig de procedure van het notariële platform BIDDIT indien het College van Burgemeester en Schepenen beslist om gebruik te maken van dit platform ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- een besluit te nemen tot definitieve vervreemding van het onroerend goed gelegen Queteletplein 2 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, gekadastraerd te Sint-Joost-ten-Node, 1ste afdeling, sectie 21014 A 0504/00M010 P, voor een prijs vastgesteld vanaf 755.000 euro, onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid met betrekking tot dit besluit;

- de termijn van 30 dagen vast te stellen waarin het goed dient te worden onderworpen aan de regelen van openbaarmaking vermeld in artikel 5 van het Reglement voor de onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019 zoals gewijzigd op 22 oktober 2025, vanaf 01/04/2026. Indien het College beslist om gebruik te maken van het online notariële platform BIDDIT voor de verkoop van het genoemde onroerend goed, overeenkomstig artikel 15 van het Reglement van onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019, zoals gewijzigd op 22 oktober 2025, zal deze termijn worden aangepast overeenkomstig de procedure van het BIDDIT-platform ;

- het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de

Burgemeester en de Gemeentesecretaresse, toe te staan om de handelingen van allerlei aard met betrekking tot deze aankoop uit te voeren waaronder, niet exhaustief, de ondertekening van de eventuele voorlopige koopakte en de latere verkoopakte.

25.02.2026/A/0008 **Bien immeuble sis rue Pierre Van Obberghen, 87-89 à 1140 Evere ; décision d'aliénation définitive.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 135 ;
Vu la Circulaire relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles du 22 décembre 2015 ;
Vu le Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019, tel que modifié le 22 octobre 2025 ;
Considérant que la Commune est propriétaire du bien immeuble sis rue Pierre Van Obberghen, 87-89 à 1140 Evere ;
Considérant que ce bien a une surface approximative de 1.525m² ; que la destination du bien consiste à un immeuble du type R+1+T affecté en bureau, d'un atelier ainsi que d'un entrepôt ;
Considérant que le bien est cadastré comme suit 1ère division, 21006A0390/00V000 ;
Considérant la situation financière de la Commune, dont sa difficulté à faire face aux dépenses de fonctionnement et d'entretien du patrimoine locatif ;
Considérant la nécessité pour la Commune de mettre en place un programme de rationalisation du patrimoine précité ;
Considérant que la Commune souhaite vendre ce bien ;
Considérant la demande d'estimation de la commune adressée au Comité d'acquisition de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 28/10/2025 ;
Considérant le rapport d'estimation du Comité d'acquisition de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 février 2026, lequel fixe la valeur vénale du bien dont question en vente libre à 1.587.000 € ;
Considérant qu'une estimation n'est valable qu'une année ;
Considérant que la Commune peut éventuellement fixer un prix de vente supérieur ou inférieur ;
Considérant qu'en l'espèce, la Commune se réfère à la valeur vénale du bien, telle qu'estimée par le Comité d'acquisition de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Considérant par conséquent qu'il y a lieu de fixer le prix de vente minimum à 1.587.000 euros ;
Considérant que la recette sera perçue à l'article 1240/761-60/ - /5 du budget extraordinaire ;
Considérant que le bien doit faire l'objet de mesures de publicité dans un délai de 30 jours, lequel est déterminé par le Conseil ;
Que néanmoins ce délai sera adapté conformément à la procédure de la plateforme notariale BIDDIT si le Collège des Bourgmestre et Echevins décide de recourir à ladite plateforme ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

- De prendre pour décision définitive d'aliéner le bien immeuble sis rue Pierre Van Obberghen, 87-89 à 1140 Evere, cadastré à 21006A0390/00V000 pour un prix établi à partir de 1.587.000 euros, sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle afférente à la présente décision.
- De fixer le délai de 30 jours suivant lequel le bien doit être soumis aux mesures de publicité reprises à l'article 5 du Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019, tel que modifié le 22 octobre 2025, à partir du 01/05/2026. Si le Collège décide de recourir à la plateforme notariale

en ligne BIDDIT pour la mise en vente dudit bien, conformément à l'article 15 du Règlement de procédure de vente de gré à gré relatif aux biens immobiliers communaux du 9 octobre 2019, tel que modifié le 22 octobre 2025, ce délai sera adapté conformément à la procédure de la plateforme BIDDIT.

- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et la Secrétaire communale, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente aliénation dont, et de manière non exhaustive, la signature de l'éventuel compromis de vente et l'acte de vente à intervenir.

**Onroerend goed gelegen Pieter Van Obberghenstraat 87-89 te 1140 Evere ;
beslissing tot definitieve vervreemding.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117 en 135 ;

Gelet op de Omzendbrief betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten met betrekking tot de onroerende goederen van 22 december 2015 ;

Gelet op het Reglement van onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019, zoals gewijzigd op 22 oktober 2025 ;

Overwegende dat de Gemeente eigenaar is van het onroerend goed gelegen Pieter Van Obberghenstraat 87-89 te 1140 Evere ;

Overwegende dat de oppervlakte van dit goed ongeveer 1.525 m² bedraagt, dat de bestemming van het goed bestaat uit een gebouw van het type gelijkvloers +1^{ste} + dakverdieping dat bestemd is voor kantoren, een werkplaats en een opslagplaats ;

Overwegende dat het goed als volgt in het kadaster is geregistreerd : 1ste afdeling, 21006A0390/00V000 ;

Overwegende de financiële situatie van de Gemeente, waaronder haar moeilijkheid om de werkings- en onderhoudsuitgaven van het huurpatrimonium het hoofd te bieden ;

Overwegende de noodzaak voor de Gemeente om een programma tot stand te brengen voor de rationalisering van het voornoemde patrimonium ;

Overwegende dat de Gemeente dit goed wenst te verkopen ;

Overwegende het verzoek tot schatting van de gemeente dat werd verzonden naar het Aankoopcomité van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 28/10/2025 ;

Overwegende het schattingsverslag van het Aankoopcomité van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 februari 2026, waarin de verkoopwaarde van het betreffende onroerend goed in vrije verkoop wordt geraamd op 1.587.000 € ;

Overwegende dat een schatting slechts één jaar geldig is ;

Overwegende dat de Gemeente eventueel een hogere of lagere verkoopprijs kan vaststellen ;

Overwegende dat de Gemeente zich in voorkomend geval baseert op de verkoopwaarde van het goed, zoals geraamd door het Aankoopcomité van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat bijgevolg de minimale verkoopprijs dient te worden vastgesteld op 1.587.000 euro ;

Overwegende dat de inkomsten zullen worden geboekt op artikel 1240/761-60/-/33 van de buitengewone begroting 2026 ;

Overwegende dat het goed het voorwerp dient uit te maken van regelen van openbaarmaking binnen een door de Raad vastgestelde termijn van 30 dagen ;

Dat deze termijn echter zal worden aangepast overeenkomstig de procedure van het notariële platform BIDDIT indien het College van Burgemeester en Schepenen beslist om gebruik te maken van dit platform ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist :

- een besluit te nemen tot definitieve vervreemding van het onroerend goed gelegen Pieter Van Obberghenstraat 87-89 te 1140 Evere, gekadastraerd

21006A0390/00V000, voor een prijs vastgesteld vanaf 1.587.000 euro, onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid met betrekking tot dit besluit ;

- de termijn van 30 dagen vast te stellen waarin het goed dient te worden onderworpen aan de regelen van openbaarmaking vermeld in artikel 5 van het Reglement voor de onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019 zoals gewijzigd op 22 oktober 2025, vanaf 01/05/2026. Indien het College beslist om gebruik te maken van het online notariële platform BIDDIT voor de verkoop van het genoemde onroerend goed, overeenkomstig artikel 15 van het Reglement van onderhandse verkoopprocedure betreffende de gemeentelijke onroerende goederen van 9 oktober 2019, zoals gewijzigd op 22 oktober 2025, zal deze termijn worden aangepast overeenkomstig de procedure van het BIDDIT-platform ;
- het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaresse, toe te staan om de handelingen van allerlei aard met betrekking tot deze aankoop uit te voeren waaronder, niet exhaustief, de ondertekening van de eventuele voorlopige koopakte en de latere verkoopakte.

25.02.2026/A/0009 **Enseignement secondaire; Lycée communal Guy Cudell; Plan de pilotage / contrat d'objectifs; Adaptations suite aux recommandations du DCO**

Le Conseil,

Vu que le Pacte pour un Enseignement d'Excellence représente une profonde réforme globale et systémique de l'école ;

Vu que le Parlement de la Communauté française a adopté, et le Gouvernement a sanctionné, le 12 septembre 2018 par une mise à jour, le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre afin de déployer un **nouveau cadre de pilotage**, pour une durée de six ans, contractualisant les relations entre la Communauté française et les établissements scolaires ;

Considérant que ce nouveau modèle de gouvernance du système éducatif est désigné sous le vocable « **plan de pilotage** » (PdP) ; il favorise l'implication des acteurs scolaires et, partant, une responsabilisation accrue de ces derniers;

Que cette logique de responsabilisation implique plus d'autonomie pour les acteurs du champ scolaire, plus de soutiens dans l'exercice de leurs missions, mais aussi l'instauration d'une réelle dynamique collective autour d'objectifs précis et d'un pilotage renforcé au niveau de l'école, des niveaux intermédiaires (bassins scolaires, FPO, PO) et du pouvoir régulateur ;

Attendu que le Lycée communal Guy Cudell est entré dans l'élaboration d'un plan de pilotage pour les années scolaires de août 2026 à juillet 2031 dont la mise en œuvre officielle en contrat d'objectifs débutera en août 2026, sous réserve d'acceptation par le DCO des adaptations apportées par l'équipe pédagogique suite aux recommandations faites et ce comme suit :

- Au niveau du diagnostic : Intégrer les causes racines dans le diagnostic (outre les forces, les points d'amélioration et les résultats déjà identifiés par l'école) ce qui permettra à l'équipe pédagogique de définir les actions à mettre en œuvre pour y remédier.
- Pour tous les OS (objectifs stratégiques) : assurer la cohérence entre le diagnostic actualisé et son plan d'action quitte à adapter les OS si nécessaire (indicateurs d'impact clairs, cibles/valeurs de référence + valeurs chiffrées, indicateurs internes,...).
- Pour les pratiques collaboratives : détailler comment elles vont être organisées

et mises en lien avec les OS, stratégies et actions du PdP.

- Pour le plan de formation : en lien avec les nouveaux besoins dans le cadre du plan d'action (formations à mener par l'équipe pour atteindre chacun des OS et se projeter pour la durée du contrat d'objectifs).

Considérant l'avis des organes locaux de concertation (Conseil de Participation et CoPaLoc via mail le 14 janvier 2026) sur ce projet de plan de pilotage adapté;

Considérant que l'implication du PO dans ce processus est cruciale en tant que signataire légal de ces futures adaptations au contrat d'objectifs, de s'assurer de son accord sur les objectifs et stratégies choisis;

Décide :

d'approuver les adaptations au plan de pilotage du Lycée communal Guy Cudell pour les années scolaires de août 2026 à juillet 2031, ce suite aux recommandations du DCO, en vue de sa mise en œuvre officielle en contrat d'objectifs.

25.02.2026/A/0010 **Nederlandstalige Onderwijs; verlenging van de huidige scholengemeenschap 2026 - 2032.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet gecodificeerd door het koninklijk besluit van 24 juni 1988, artikel 117;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, de artikelen 125bis tot en met 125quaterdecies, zoals gewijzigd door het decreet van 5 april 2019 betreffende het onderwijs XXIX;

Gelet op de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales, artikel 28;

Gelet op het gemeenteraadsbesluit van 11 maart 2020 over de vorming van de huidige scholengemeenschap;

Gelet op het protocol van akkoord tussen de afgevaardigden van de schoolbesturen en de representatieve vakorganisaties waarbij de overeenkomst van de verlenging van de cyclus scholengemeenschap voor zes schooljaren wordt goedgekeurd;

Overwegende dat een schoolbestuur in het kader van de organisatie van zijn basisonderwijs een scholengemeenschap kan vormen met onderwijsinstellingen van andere schoolbesturen;

Overwegende dat een scholengemeenschap zowel kleuter- als lager onderwijs moet bevatten, op de eerste schooldag van februari 2026 minstens 900 gewogen leerlingen moet tellen en zich hoogstens over vijf aangrenzende onderwijszones mag uitstrekken;

Overwegende dat de huidige scholengemeenschap Groot-Bos-aan-Zee (GBAZ) onder de vorm van een interlokale vereniging werd opgericht;

Overwegende dat de interlokale vereniging haar werking vastlegde in de huidige overeenkomst van scholengemeenschap GBAZ en deze na een periode van zes schooljaren afloopt op 31 augustus 2032;

Overwegende dat ten gevolge van de vernieuwing van de overeenkomst van de scholengemeenschap ook het huishoudelijk reglement van het beheerscomité van de scholengemeenschap moet vernieuwd worden;

Overwegende dat het beheerscomité van de scholengemeenschap van 14 januari 2026 de samenwerking wenst te verlengen voor een periode van zes schooljaren.

Besluit :

- de huidige overeenkomst inzake scholengemeenschap Groot-Bos-aan-Zee met zes schooljaren te verlengen vanaf 1 september 2026;
- het huishoudelijk reglement van het beheerscomité van de scholengemeenschap goed te keuren;

25.02.2026/A/0011 **Nederlandstalig Onderwijs; Brede School; Addendum bij het convenant Brede School 2024-2025-2026.**

De Gemeenteraad,

Gezien zijn beslissing van 15 november 2023 om akkoord te gaan om het project Brede School te verlengen voor de jaren 2024 en 2025;

Gezien de Hoofdstedelijke Brusselse Regering en de VGC in lopende zaken zaten en dat het college van de VGC, om meer zekerheid aan de gemeentes te geven, daarom beslist heeft om de convenanten te verlengen tot en met 30 juni 2026;

Gezien de Hoofdstedelijke Brusselse Regering en de VGC nog altijd in lopende zaken zitten;

Gezien het college van de VGC, om diezelfde redenen van zekerheid, beslist heeft de convenant nog eens te verlengen tot 31 december 2026.

Beslist:

het addendum bij het convenant Brede School 2024-2025-2026 om de overeenkomst te verlengen tot 31 december 2026, goed te keuren.

25.02.2026/A/0012 **Gemeentelijk cultuurbeleidsplan 2026 - 2031, overeenkomst met de VGC, goedkeuring.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het Boven lokaal cultuurdecreet van 8 maart 2024;

Gelet op het Besluit van de Vlaamse regering van 26 april 2024 over het Bovenlokaalcultuurdecreet van 8 maart 2024;

Gezien de huidige overeenkomst tussen de Gemeente Sint-Joost-ten-Node en de Vlaamse Gemeenschapscommissie over het lokaal cultuurbeleid ten einde is gelopen op 31 december 2025;

Gezien dat deze overeenkomst moet verlengd worden voor de periode 2026-2031;

Beslist:

om de overeenkomst tussen het Gemeentebestuur en de Vlaamse Gemeenschapscommissie voor het lokaal cultuurbeleid voor de periode 2026 -2031 goed te keuren.

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1^oa de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions versées au dossier.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1^oa van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de gevoegde beslissingen.

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil prend connaissance des décisions ci-après et décide d'approuver les dépenses :

#014/10.02.2026/B/0080# - Crèche Damla, Mise en conformité de l'installation électrique et de la détection incendie ; Approbation avenant 1 ; Application de l'article 249.

Beslissingen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet; kennisname en goedkeuring van de uitgaven.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad neemt kennis van de hieronder beslissingen en keurt de uitgaven ervan goed :

25.02.2026/A/0015 **Motion visant à réduire le nombre d'échevins pour des raisons d'économie budgétaire déposée par le groupe Ecolo-Groen - report du 28/01/2026**

Le Conseil communal de Saint-Josse,

Vu l'article 16, §1er, de la Nouvelle Loi Communale, qui fixe le nombre maximum d'échevins en fonction du nombre d'habitants et prévoit expressément que le Conseil communal peut décider de réduire ce nombre, dans le respect des règles de parité et du minimum légal de quatre échevins ;

Considérant que la commune de Saint-Josse fait face à des contraintes budgétaires importantes et à la nécessité de maîtriser durablement ses dépenses de fonctionnement ;

Considérant que la réduction du nombre d'échevins constitue une mesure structurelle d'économie, directement lisible pour les finances communales et conforme au cadre légal ;

Considérant que l'article 16 de la Nouvelle Loi Communale permet explicitement au Conseil communal de fixer un nombre d'échevins inférieur au maximum légal, tout en garantissant le respect des règles de parité et le maintien d'au moins quatre échevins ;

Considérant que la continuité du service public communal peut être assurée par une redistribution des compétences entre les échevins restants, sans porter atteinte au bon fonctionnement de l'administration communale ;

Décide :

1. De marquer le principe politique selon lequel, pour des raisons d'économie budgétaire, le Conseil communal souhaite réduire le nombre d'échevins, conformément à l'article 16 de la Nouvelle Loi Communale.
2. De demander que l'impact budgétaire résultant de cette réduction du nombre d'échevins soit chiffré et communiqué au Conseil communal.

Motie tot vermindering van het aantal schepenen omwille van budgettaire besparingen, ingediend door de groep Ecolo-Groen - uitstel van 28/01/2026

De Gemeenteraad van Sint-Joost,

Gelet op artikel 16, §1, van de Nieuwe gemeentewet, dat het maximum aantal schepenen vastlegt op basis van het aantal inwoners en uitdrukkelijk bepaalt dat de Gemeenteraad kan besluiten dit aantal te verminderen, met inachtneming van de pariteitsregels en het wettelijke minimum van vier schepenen ;

Overwegende dat de gemeente Sint-Joost kampt met aanzienlijke budgettaire beperkingen en de noodzaak om haar werkingskosten duurzaam te beheersen ;

Overwegende dat de vermindering van het aantal schepenen een structurele bezuinigingsmaatregel is die rechtstreeks zichtbaar is voor de gemeentelijke financiën en in overeenstemming is met het wettelijk kader ;

Overwegende dat artikel 16 van de Nieuwe gemeentewet de Gemeenteraad uitdrukkelijk toestaat om een aantal schepenen vast te stellen dat lager is dan het

wettelijke maximum, met inachtneming van de pariteitsregels en met behoud van ten minste vier schepenen ;

Overwegende dat de continuïteit van de gemeentelijke openbare dienstverlening kan worden gewaarborgd door een herverdeling van de bevoegdheden tussen de overblijvende schepenen, zonder afbreuk te doen aan de goede werking van het gemeentebestuur ;

Besluit

1. Het beleidsprincipe te onderschrijven waarbij de Gemeenteraad omwille van budgettaire besparingen het aantal schepenen wenst te verminderen, overeenkomstig artikel 16 van de Nieuwe Gemeentewet.
2. Te verzoeken dat de begrotingsimpact van deze vermindering van het aantal schepenen wordt berekend en meegedeeld aan de Gemeenteraad.

25.02.2026/A/0016 **Le Bilan des chèques vétérinaire ; Interpellation introduite par Mme MARA Gabriela, Conseillère communale.- report du 28/01/2026**

1 annexe / 1 bijlage

Le Bilan des chèques vétérinaire.pdf

25.02.2026/A/0017 **Lutte contre la fracture numérique à Saint-Josse : quelles actions pour quels résultats ? ; Interpellation introduite par M. LUAHABI Ismail, Conseiller communal.- report du 28/01/2026**

1 annexe / 1 bijlage

Lutte contre la fracture numérique à Saint.pdf

25.02.2026/A/0018 **La suppression des interventions du service de maintenance locative et ses conséquences pour les locataires communaux ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal.- report du 28/01/2026**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe BOIKETE sur la suppression des interventions du service de maintenance locative et ses conséquences pour les locataires communaux.pdf

25.02.2026/A/0019 **Opérations de propreté publique, bilan et perspectives ; Interpellation introduite par M. LUAHABI Ismail, Conseiller communal.- report du 17/12/2025- report du 28/01/2026**

1 annexe / 1 bijlage

Bilan des actions de propreté publique à Saint.pdf

25.02.2026/A/0020 **Renforcement du soutien communal aux familles à Saint-Josse ; Interpellation introduite par Mme ÖZLUCANBAZ Hatice, Conseillère communale.- report du**

17/12/2025- report du 28/01/2026

1 annexe / 1 bijlage

Renforcement du soutien communal aux familles à Saint.pdf

25.02.2026/A/0021 **Sensibilisation sur le Marché de la Place Saint-Josse ; Interpellation introduite par M. AKTAS Seydi, Conseiller communal.- report du 28/01/2026**

1 annexe / 1 bijlage

Sensibilisation sur le Marché de la Place Saint.pdf

25.02.2026/A/0022 **Vernieuwing NL-talige cultuurraad ; Interpellatie ingediend door Mev. NGONGO Stéphanie, Gemeenteraadslid.- uitstel van 28/01/2026**

1 annexe / 1 bijlage

Vernieuwing NL interpellatie Mev Ngongo.pdf

25.02.2026/A/0023 **Le bilan des primes de naissance communales ; Interpellation introduite par Mme MARA Gabriela, Conseillère communale.**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation introduite par Mme MARA Gabriela relative au bilan des primes de naissance communales.pdf

25.02.2026/A/0024 **L'installation d'un nouveau distributeur de billets dans le quartier de la Place Houwaert ; Interpellation introduite par M. BENHAMMOU Saïd, Conseiller communal.**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation introduite par M. Benhammou.pdf

25.02.2026/A/0025 **Les initiatives de solidarité et de partage durant le mois de Ramadan à Saint-Josse-ten-Noode ; Interpellation introduite par M. LUAHABI Ismail, Conseiller communal.**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation introduite par M. Luahabi.pdf

25.02.2026/A/0026 **Les rencontres citoyennes à Saint-Josse-ten-Noode ; Interpellation introduite par M. SMAHI Mouhad, Conseiller communal.**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation introduite par M. Smahi.pdf

25.02.2026/A/0027 **Interpellation de soutien relative à l'exposition urbaine « Ciné St-Josse » et à la**

valorisation du patrimoine culturel de Saint-Josse, introduite par M. GÖKBURUN Ismail, Conseiller communal. (Complémentaire)

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation M. Gökburun.pdf

-
- 25.02.2026/A/0028 **Interpellations relatives à l'antenne communale de proximité du quartier Nord :**
- **Le renforcement de la présence communale et de la cohésion sociale dans le Quartier Nord ; Interpellation introduite par M. BASSAMBI Yves, Conseiller communal ;**
 - **Les questions de confidentialité, de sécurité et de légalité que soulève l'ouverture de l'antenne dans le Quartier Nord ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal ;**
 - **La mobilisation du personnel pour l'ouverture de l'antenne dans le Quartier Nord ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal ;**
 - **L'accessibilité de la nouvelle antenne communale – Rue Verte 51 ; Interpellation introduite par M. MOUHSSIN Ahmed, Conseiller communal. (Complémentaire)**

4 annexes / 4 bijlagen

Interpellation+du+Conseiller+communal+Philippe+Boïketé+sur+les+questions+de+confidentialité.pdf, IP EK Renforcement de la présence communale et de la cohésion sociale dans le Quartier Nord.pdf,

Interpellation+du+Conseiller+communal+Philippe+Boïketé+sur+la+mobilisation+du+personnel+pour+l.pdf, Question+M.+Mouhssin.pdf

-
- 25.02.2026/A/0029 **Vers un développement durable du jardin de la biodiversité à Saint -Josse-ten-Noode ; Interpellation introduite par Mme MHADI Malika, Conseillère communale. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de Mme Mhadi Malika au Conseil Communal du 25 février 2026.pdf

-
- 25.02.2026/A/0030 **Le bus communal souvent en panne ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sur le bus communal souvent en panne.pdf

-
- 25.02.2026/A/0031 **Une procédure automatisée et transparente de délivrance des fiches de paie ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

25.02.2026/A/0032 La politique communale en matière d'activité complémentaire ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sur la politique communale en matière d.pdf

25.02.2026/A/0033 Les 20 places supplémentaires au parking Moulin ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sur les 20 places supplémentaires au parking Moulin.pdf

25.02.2026/A/0034 La suppression de la vidéo du Conseil communal ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sur la suppression de la vidéo du Conseil communal.pdf

25.02.2026/A/0035 Les conditions des travailleurs chargés de la vidange des corbeilles publiques ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sur les conditions des travailleurs chargés de la vidange des corbeilles publiques.pdf

25.02.2026/A/0036 La mise en oeuvre à Saint-Josse de l'accord sectoriel 2021/01 ; Interpellation introduite par M. BOÏKETE Philippe, Conseiller communal. (Complémentaire)

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation du Conseiller communal Philippe Boïketé sur la mise en oeuvre à Saint.pdf

25.02.2026/A/0037 Guide du Manger et Boire à Saint-Josse ; Interpellation introduite par Mme KASKO Sofia, Conseillère communale.- (Complémentaire)

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de la Conseillère communale KASKO Sofia.pdf
